

Réunion du Groupe pays Bénin Mercredi 25 février 2009

Dates à retenir :

8 avril 2009, Cités Unies France : Conseil national de Cités Unies France

28 avril 2009, Cités Unies France : Réunion du groupe « Tourisme responsable » (après-midi)

28 avril 2009, restitution de l'étude sur l'appui à la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la coopération décentralisée, CUF – F3E – PAD Maroc, hémicycle du Conseil régional Ile de France

13 mai : prochaine réunion du groupe-pays Bénin, à Lyon

Mai-Juin 2009 : Journée de restitution de l'étude sur la sécurité alimentaire en Afrique (CFSI, CUF) – date à définir

24 juin : Journée de la coopération décentralisée sur les migrants et la coopération décentralisée

Compte-rendu

Mars 2009

La réunion du groupe-pays Bénin s'ouvre sur la présentation de sa nouvelle Présidente, Mme Saint-Germès-Akar, Vice-présidente à la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise. Cette dernière rend hommage au travail de son prédécesseur Georges Aurore, maire adjoint à Créteil, et s'engage à poursuivre et à enrichir le travail du groupe-pays. Elle introduit enfin le thème principal du jour, le tourisme solidaire au Bénin.

A/ Présentation du programme « stratégie de développement de tourisme solidaire et de développement durable » de la CNUCED au Bénin, par Xavier Alphaize, conseiller senior

Pour rappel, rattachée à l'ONU ; la CNUCED¹, créée en 1964, cherche à affirmer la cohésion des pays du Sud autour d'une revendication majeure : des échanges commerciaux rééquilibrés. Elle travaille en particulier sur les outils macroéconomiques des 50 pays les moins avancés (PMA).

1/ Tourisme solidaire et développement

En matière de tourisme solidaire, la CNUCED dispose d'un mandat des Nations Unies pour travailler sur le sujet ; des plans d'actions dans 6 pays, dont au Bénin, sont élaborés à ce jour.

La présentation porte en particulier sur les projets de tourisme solidaire menés par la CNUCED au Bénin. Le tourisme, en tant que domaine économique transversal, représente un axe efficace de développement local, et offre une alternative économique aux territoires en difficulté. La CNUCED, dans son programme « train for trade » veille notamment au renforcement des capacités des acteurs et recherche l'articulation avec d'autres partenaires au développement, dont les collectivités.

Est considéré comme tourisme durable « toute forme d'activités touristiques qui respecte et préserve à long terme les ressources naturelles, culturelles et sociales, et contribue de manière positive et équitable au développement économique et à l'épanouissement de la population locale »².

Les projets doivent devenir à terme économiquement viables, rejaillissent ensuite sur d'autres secteurs économiques (le commerce par exemple) et peuvent ainsi dynamiser tout un territoire. Un travail de promotion auprès des autorités béninoises est indispensable pour favoriser la création de projets de tourisme solidaire, tout comme la sensibilisation des futurs clients aux vertus de ce type de voyage.

La CNUCED illustre son action au Bénin par la présentation de projets existants, comme l'aménagement d'un camping sur les berges du lac d'Ahémé réalisé par l'association EcoBénin. Elle précise ensuite les futurs sites de travail dans lesquels elle s'est engagée : **Ouidah, Ganvié et Abomey**, des villes au potentiel touristique déjà exploité.

2/ Articulation des projets locaux et nationaux

La CNUCED travaille essentiellement avec les gouvernements : ministères du Commerce et du Tourisme. Cependant, pour une action efficace, celle-ci doit être répercutée à différents échelons. Dans la perspective des Objectifs du Millénaire pour le

¹ Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

² Définition de l'Association de Formation et d'Information pour le Développement, 2001.

Développement (OMD), la CNUCED souhaite donc établir des ponts avec les acteurs locaux du développement sur les projets de tourisme solidaire (population civile, ONG, associations, etc.) et notamment avec les collectivités françaises engagées dans des partenariats de coopération décentralisée.

La recherche d'une meilleure cohérence entre les actions menées au niveau local et au niveau gouvernemental appelle une mise en commun avec les compétences et les projets de tourisme solidaire menés par les collectivités.

Après avoir souligné la relation privilégiée des collectivités françaises avec des acteurs locaux associatifs, la CNUCED leur propose de formuler des recommandations et de valoriser les actions réussies afin de promouvoir le tourisme solidaire au niveau international.

Astrid Frey, chargée de mission à Cités Unies France, rappelle que les actions menées dans le cadre d'une coopération décentralisée sont inscrites et définies par une convention de partenariat. Elles ne peuvent dépasser ce cadre.

3/ Valorisation des projets de tourisme solidaire

Aux collectivités françaises qui se demandent comment assurer la promotion des projets de tourisme solidaire, le représentant de la CNUCED donne trois pistes de réflexion :

- l'utilisation d'Internet pour assurer la valorisation des outils touristiques
- la sensibilisation du gouvernement béninois aux avantages de ce type de tourisme
- la promotion des destinations solidaires auprès des habitants des collectivités françaises engagées dans ces projets.

Gilles Beville, chargé du tourisme responsable au Ministère des Affaires étrangères et européennes intervient pour souligner l'existence de réseaux pouvant relayer l'information, comme l'ATES (Association pour le tourisme équitable et solidaire), l'ATR (Agir pour un tourisme responsable) et plus généralement la dynamique née du Forum international du tourisme solidaire en 2003, à Marseille (<http://www.tourisme-solidaire.org/>).

Anne-Claire Gaudru³, chargée de mission Tourisme solidaire à Cités Unies France, rappelle que les actions de commercialisation du tourisme ne sont pas du ressort des collectivités françaises, mais des associations citées plus haut. Elle les encourage donc à se recentrer sur leurs compétences : la mise en valeur du patrimoine d'un territoire et le développement de celui-ci.

4/ Tour de table des participants

Les questions des participants ont essentiellement porté sur les modalités de l'articulation des projets locaux et nationaux, impliquant les collectivités françaises et béninoises, la CNUCED et la population civile.

La mise en réseau de différents acteurs peut être problématique quand elle intègre plusieurs échelles d'action. Comment mettre en commun les compétences quand on agit sur des territoires différents ? Comment les collectivités françaises peuvent-elles se positionner dans les projets définis au niveau gouvernemental de la CNUCED ? Quelle personne relais peut faire le lien entre les acteurs ? Quelle est la position de l'Ambassade de France au Bénin sur cette problématique de mutualisation ?

³ **Contacts** : Anne-Claire GAUDRU, jeunesse@cites-unies-france.org

Ces questions restent pour la plupart en suspens. La CNUCED invite les collectivités françaises à mener une réflexion sur une concertation globale des projets de tourisme solidaire, et indique que les interlocuteurs actuels sont des représentants des Ministères du Tourisme et de l'Économie.

La Présidente du groupe-pays insiste sur la notion de solidarité et de réciprocité inhérente aux projets de tourisme responsable. Elle rappelle que le développement local est le point d'entrée et le domaine privilégié de la coopération décentralisée.

Le représentant de la ville de Lyon-Grand Lyon propose de s'appuyer sur l'Association nationale des communes du Bénin (ANCB) pour amener les élus locaux à s'intéresser aux problématiques du tourisme responsable et de réfléchir à un projet commun alliant tourisme et coopération décentralisée dans une perspective de développement local.

A noter que l'ANCB dispose toujours de deux bureaux et de deux présidents.

5/ Financement des projets de tourisme responsable

Le représentant du MAEE, Gilles Beville, aborde la question de la restructuration du dispositif de la coopération française, en précisant que les crédits sont en nette baisse. Le principal bailleur des projets de coopération est maintenant l'Agence française de développement (l'AFD), qui est liée par les directions de l'État partenaire. C'est donc directement au gouvernement béninois de présenter le développement du tourisme solidaire comme l'une de ses priorités pour pouvoir obtenir des subventions.

Astrid Frey indique que l'appel à projet annuel 2009 du MAEE (délégation à l'action extérieure des collectivités locales) s'est clôturé récemment ; un appel à projet triennal, concernant la période 2010-2012 sera lancé en octobre-novembre. À ce sujet, le Secrétaire d'État chargé de la coopération et de la Francophonie, M. Joyandet, fait le tour des régions de France pour prendre connaissance des priorités et propositions que les collectivités voudraient y voir figurer. De même, un appel à projet annuel existera aussi en 2010.

B/ Suite du programme concerté

Le groupe-pays a ensuite débattu sur les modalités d'une mission au Bénin, faisant suite à la venue en 2007 des élus béninois en France. Cette mission retour devrait être prévue pour la fin de l'année 2009, peut-être **pendant les dates des vacances de la Toussaint (26 octobre- 4 novembre)**.

Ce déplacement, qui ne bénéficiera pas d'un co-financement MAEE (pas de dossier déposé à cette fin en 2008) est ouvert à tous. Cette mission aura comme objectif principal de continuer les échanges sur les thèmes abordés en 2007 : communication extérieure des communes, communication interne (élus-services ; entre élus), développement économique et aménagement du territoire.

C/ Préparation de la prochaine réunion

Devant la difficulté pour certaines collectivités de venir assister aux réunions organisées à Paris, et vue la grande concentration des collectivités en région Rhône-Alpes actives au Bénin, il est proposé que la prochaine séance se tienne à Lyon. La ville de Lyon est chargée de se renseigner sur la possibilité d'un accueil du groupe-pays. Les participants ont souhaité mettre deux thèmes à l'ordre du jour : l'urbanisme et l'éventuelle mise en place d'un représentant du groupe-pays au Bénin. Date proposée : le 13 mai.

Nota bene :

Le répertoire 2008 des partenariats franco-béninois diffusé aux collectivités qui y ont contribué, peut être commandé sur le site internet, de Cités Unies France, www.cites-unies-france.org, sur la page www.cites-unies-france.org/spip.php?article58.
Contact Publications : Katarina FOTIC, k.fotic@cites-unies-france.org

Liste des participants

ADIGUZEL Tuline, assistante, Evreux
ALPHAIZE Xavier, coordinateur, CNUCED
AZOULAY Monique, Créteil
BELDA Marion, chargée de mission, Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise
BENSACI Rachid, adjoint délégué à la coopération, Communauté d'agglomération de Châlon Val-de-Bourgogne
BEVILLE Gilles, Ministère des Affaires étrangères et européennes
BOISLEVE Sophie, responsable de la vie associative, Guyancourt
DE BELLEVILLE Marie-Marthe, chargée de mission, Conseil général de la Vendée
DEPLANCKE Robert, membre, Echirolles
DI LORETO Philippe, chef de projet, Lyon et communauté urbaine de Lyon
DIOGO Anastasio, adjoint au maire, Noisiel
DUBIEF Serge, responsable des relations internationales, Montgeron
EL KHANTOUR Abderrahim, responsable des relations internationales, Conseil régional de Champagne-Ardenne
FINOT-HAZOUME Yolande, Créteil
FREY Astrid, chargée de mission pôle Afrique, Cités Unies France
GAMBIER Philippe, responsable des relations internationales, Rosny-sous-Bois
GAUDRU Anne-Claire, chargée de mission tourisme responsable, Cités Unies France
GENISSEL Marie-Ange, Créteil
GERY André, chargé de mission, Echirolles
LATAPIE Louis, stagiaire, Montgeron
LIBERTY Etienne, stagiaire, CNUCED
MOIROD Christine, chargée de coopération, Orléans
MONGES Stéphane, directeur, ARCOD
PETITPRETRE Jean, Le Poinçonnet
PIEERE Nelly, stagiaire, Montgeron
PLAISANCE Marianne, adjoint au maire, Evreux
RIVAS Fabiola, chargée de mission Jeunesse, Cités Unies France
SAINT-GERMAIN-AKAR Rose-Marie, vice-présidente, Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise
VELLUCCI Alessandra, chef section du développement des ressources humaines, CNUCED
ZARECKY WEINBERG Béatrice, chargée de mission, Cités Unies France

Excusés :

DANGAIX Denis, président du comité de jumelage, Créteil
LANSON Colette, directrice générale adjointe Melun
LARROQUE Françoise, conseillère municipale, Albi et son équipe
RULLO Corinne, adjointe au maire, Montgeron
ZOUTU Hubert, maire, Heudebouville
YAKOUBOU Rosemonde, ministre conseiller à l'Ambassade du Bénin

Compte-rendu rédigé par Mina de Beaumont